

# ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA- Numéro 4 - Juillet-Août 2010

## Editorial

La commission Asie du NPA avait planifié de sortir un numéro spécial sur la politique étrangère de la Chine. L'actualité, particulièrement chargée, ne nous a pas encore permis de le concrétiser. Nous espérons en faire le numéro 5 à la rentrée.

Depuis la parution du dernier bulletin en février 2010, un puissant mouvement social et politique a bouleversé la Thaïlande. Les Chemises rouges, principalement des paysans et des ouvriers urbains rejoints par une partie de la classe moyenne de Bangkok, ont manifesté pendant deux mois et demi avec constance et détermination pour réclamer plus de justice sociale et de démocratie dans ce pays champion des inégalités sociales. Les élites, arrogantes et arque boutés sur leurs privilèges, ont préféré organiser un bain de sang plutôt que de négocier. A long terme, le sens de l'histoire n'est pas en leur faveur. Mais en attendant une chasse aux sorcières a été ouverte par le gouvernement et l'armée. Nous devons organiser la solidarité avec les Chemises rouges arrêtées ou en fuites et faire pression sur le gouvernement thaïlandais pour qu'il cesse la répression et organise des élections anticipées.

La Chine a aussi retenu notre attention. Une série de suicides chez le géant taïwanais de l'électronique Foxconn, qui produit des composants pour des grandes marques comme Dell, Hewlett Packard et Apple, a jeté un éclairage très cru sur la réalité dans ces usines « casernes » où les salaires de misère font échos aux conditions de vie sordides imposées à des millions de jeunes migrants. C'est pourquoi la grève des salariés de Honda Foshan est un véritable espoir pour les travailleurs chinois. Ce puissant mouvement a contraint la direction à stopper la production au niveau national pendant une

dizaine de jours et à négocier de réelles augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Les salariés demandent aussi de pouvoir élire les représentants du personnel. Une nouveauté et surtout une nécessité tant une véritable représentation ouvrière fait défaut en Chine.

Enfin, le gouvernement indien a lancé une guerre sans merci contre la guérilla maoïste dans le centre est du pays, qui a conduit à de nombreuses atrocités. Le gouvernement poursuit sa guerre contre la population, dont l'un des principaux objectifs est l'accaparement des terres des villageois pour favoriser le développement d'implantations industrielles. Nous consacrons l'essentiel de ce numéro à la situation en Inde.

Beaucoup d'autres événements ont marqué l'actualité sociale et politique de ce vaste continent dont nous essayons de rendre aussi compte dans ce numéro : grève générale au Népal, élections générales aux Philippines, nouveau premier ministre au Japon après seulement huit mois du DPJ au pouvoir.

Le continent bouge. On assiste à des dérives autoritaires mais cela ne se fait pas sans mal, tant les résistances et les luttes sont nombreuses.

### SOMMAIRE

#### Brèves :

Népal – Japon – Philippines – Valéo Corée

#### Inde

Centre est : guerre contre la population

Dernières nouvelles sur l'opération « Green Hunt »

La résistance aux implantations industrielles continue

Élections : un échec probablement historique des PC « traditionnels »

#### Nos articles sur l'Asie

**Solidarités** - Appel contre la répression en Thaïlande

## BREVES

### NEPAL

Depuis plusieurs mois, le Népal a été le théâtre de conflits politiques intenses. Après plus d'une décennie de guerre civile contre la monarchie qui s'est terminée en 2006 et a coûté la vie à environ 13000 personnes, l'UCPN (Parti Communiste Unifié du Népal – Maoïste) conduit par Pushpa Kamal Dahal, plus connu sous le nom de guerre Prachanda, a remporté les élections d'avril 2008. Élu Premier Ministre, Prachanda a aboli la monarchie vieille de 240 ans. La coalition gouvernementale s'est rapidement divisée sur la question de la réintégration du commandant en chef des forces armées qui avait été limogé par Prachanda parce qu'il refusait d'intégrer les combattants maoïstes à l'armée régulière népalaise, une condition des accords de paix négociés en 2006. Après seulement 8 mois à la tête du gouvernement, Prachanda démissionnait. Depuis, le parti maoïste n'a plus fait parti de la coalition gouvernementale composée de 22 des 24 partis de l'assemblée. Il a fait pression sur le gouvernement pour qu'il démissionne et que les maoïstes forment un nouveau gouvernement. Pendant les 13 mois qui ont suivi, L'UCPN a organisé des saisies de terre, des tentatives d'autonomisation de certaines régions et récemment une grève générale de trois jours dans tout le pays qui a conduit à de nombreux affrontements entre les maoïstes et les forces de l'ordre. L'UCPN, qui détient le plus de sièges à l'assemblée (38%) a annoncé qu'il bloquerait le vote du budget à l'assemblée prévu le 5 juillet si le Premier Ministre Madhav Kumar Nepal ne démissionnait pas. Celui-ci a finalement annoncé sa démission le 31 mai afin que « le processus de paix puisse être achevé ». Pour

être à nouveau Premier Ministre, Prachanda doit faire accord avec l'un des deux autres principaux partis, le Congrès népalais du Premier Ministre démissionnaire ou le parti Communiste du Népal - Marxistes Léninistes Unifiés (PCN – UML). N'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur les bases minimales d'une nouvelle constitution, arriveront-ils à former une nouvelle coalition gouvernementale ? Rien n'est moins sûr.



Grève générale à Katmandou

### JAPON

Huit mois après la victoire historique du Parti Démocratique du Japon sur le Parti Démocratique Libéral qui gouvernait le Japon depuis un demi siècle, le Premier Ministre Hatoyama Yukio a été obligé de démissionner. La victoire du PDJ avait suscité des espoirs dans la population dont les conditions de vie s'étaient fortement dégradées ces dernières années. Le nouveau gouvernement promettait une réforme administrative et du système politique, la renationalisation de la Poste et une politique volontariste de soutien au pouvoir d'achat ainsi que le renforcement de la protection sociale. Il est vite apparu que le gouvernement ne tiendrait pas un grand nombre de ses promesses électorales. Mais ce qui a le plus secoué le gouvernement, c'est la polé-

mique née autour du déplacement de la base militaire américaine de Futenma dans l'île d'Okinawa. Les habitants de l'île ne voulaient plus de cette base mais sous pression américaine, Hatoyama après avoir annoncé sa fermeture a finalement fait volte face et proposé une relocation au Nord de l'île. Kan Naoto, le nouveau Premier Ministre, aussi membre du PDJ, a clairement annoncé la rupture dans son discours d'investiture. Se référant à « la troisième voie » de Tony Blair, Kan s'est fixé pour objectif prioritaire la réduction du déficit public abyssal. La TVA, actuellement à 5%, devrait être augmentée. Autant dire que les « largesses sociales » annoncées par son prédécesseur ne sont plus d'actualité. Des élections à la chambre haute cet été devrait permettre de se rendre compte si le nouveau Premier Ministre a convaincu la majorité des japonais.

## PHILIPPINES

Le nouveau président des Philippines vient de prêter serment, le 30 juin 2010, à la suite des élections générales du 10 mai dernier. Benigno « Noynoy » Aquino, 50 ans, appartient à l'une des « grandes familles politiques » du pays. Ayant centré sa campagne contre la corruption, il a bénéficié de l'aura de ses parents : son père a été assassiné en 1983 sous la dictature de Ferdinand Marcos ; sa mère est devenue la première présidente de la République après la chute du dictateur en 1986. Il succède à Gloria Arroyo, au pouvoir depuis 9 ans et réputée pour ses malversations électorales.

Les forces de gauche se sont divisées sur la question de la présidentielle. La majorité d'entre elles a soutenu Noynoy Aquino contre les autres candidats, jugeant qu'il portait seul les espoirs d'un changement démocratique dans un pays rongé par la corruption des

élites. En revanche, le Parti communiste des Philippines (PCP, maoïste) et ses fronts politico-électorales ont soutenu l'homme d'affaires « Manny » Villar... de concert avec un fils du dictateur Marcos.

La victoire d'Aquino exprime bien un rejet de la corruption et une aspiration démocratique mais il appartient lui-même à l'élite possédante, au monde des grands propriétaires fonciers. Ainsi, le Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao) (RPM-M) et d'autres organisations de la gauche radicale mettent en garde contre de possibles illusions : les véritables mesures démocratiques ne viendront pas de la présidence mais devront être imposées par les luttes populaires.

## VALEO COREE

Pour la troisième fois des syndicalistes coréens de Valeo sont venus en France pour tenter d'obtenir une entrevue avec la direction de la multinationale. En vain. La direction française rejette la responsabilité sur la direction coréenne et se lave les mains de la situation dramatique dans laquelle ont été plongés près de deux cents salariés licenciés, après que l'usine a fermé du jour au lendemain fin octobre 2009. La lutte n'est pas pour autant finie. L'usine est occupée depuis la fermeture et l'ensemble des ouvriers reste très mobilisé.



# CENTRE-EST DE L'INDE : GUERRE CONTRE LA POPU- LATION

CHRISTINE SCHNEIDER – LE 19 MAI 2010

*En Inde, une offensive militaire sans précédent a été lancée depuis octobre 2009. Au nom du combat contre la violence armée des « Naxalites » – la guérilla maoïste – le gouvernement central indien entretient violence et terreur dans des territoires occupés par des populations autochtones.*

Cette opération intérieure d'envergure, appelée opération Green Hunt, littéralement opération Chasse Verte, est coordonnée par le premier ministre indien, Chidambaram. La stratégie du gouvernement est de « nettoyer, tenir et construire », c'est-à-dire débarrasser les zones tenues par les Naxalites, occuper militairement ces territoires, tout en prétendant ensuite y développer une activité socio-économique.

## L'opération Green Hunt

Il s'agit du déploiement de plus de 60 000 hommes dans le centre de l'Inde, dont les commandos spéciaux de police anti-insurrectionnelle, de la police frontalière indo-tibétaine et de la sécurité aux frontières<sup>1</sup>. Avant son lancement, cette opération a été accompagnée en novembre 2009 par une campagne dans la presse nationale pour l'encourager et la justifier. Il s'agissait de préparer l'opinion à éradiquer le « péril rouge » et désarmer ceux qui menacent la démocratie et la sécurité intérieure du pays.

Le 6 avril, une attaque des Naxalites a fait 76 morts parmi les paramilitaires dans l'État du Chhattisgarh, dans le Centre-Est. Ce n'est pas la première, mais le choc est venu de son effet

de surprise, de son audace et de son ampleur. Comment des insurgés paysans ont-ils pu mettre en échec le gouvernement ? Selon la presse nationale, c'est le coup le plus dur porté aux forces de l'ordre depuis l'intensification de la guerre du gouvernement indien contre les Naxalites.

Si la discussion dans la presse nationale a d'abord porté sur l'impréparation de ces militaires à l'épaisse jungle du Chhattisgarh, des articles ont commencé à souligner que la guérilla maoïste n'était pas qu'un problème de sécurité publique<sup>2</sup> mais un problème social et politique, et à reconnaître que les tribus autochtones<sup>3</sup>, les habitants des forêts qui rejoignent les Naxalites, le font du fait de l'absence d'une politique de développement dans ces régions. Il faut dire que d'ordinaire la presse bourgeoise s'intéresse peu aux pauvres et cultive les préjugés contre les populations tribales qu'elle juge incultes et misérables.

Après l'embuscade du 6 avril, quelques officiels dans les gouvernements des différents États se sont exprimés pour une autre politique vis-à-vis des tribus autochtones pour répondre aux besoins d'accès au développement, aux soins médicaux, à l'accès en eau potable, à la construction de routes, à l'électrification et surtout à l'arrêt du soutien par l'État des milices<sup>4</sup>.

## Qui sont les Naxalites ?

Le mot naxalite est aujourd'hui utilisé de manière interchangeable avec « maoïste » alors que tous les mouvements maoïstes en Inde ne sont pas partisans de la guérilla. Après qu'en 1967 au Bengale Occidental, les paysans du village de Naxalbari ont saisi le riz d'un propriétaire foncier, différents groupes armés maoïstes ont implanté leurs maquis dans les forêts et les campagnes isolées. En septembre 2004, deux groupes maoïstes importants ont fusionné pour former le PCI (Maoïste).

Après les élections fédérales indiennes de mai 2009, le PCI (Maoïste) a amplifié ses attaques dans différents États du pays. Les cadres militaires du PCI (Maoïste) sont estimés à 20 000

et leurs sympathisants à des centaines de milliers. Leurs activités sont présentes dans 37 % des districts du pays (soit 16 des 28 États indiens) avec une implantation principale dans les États du Jharkhand et de l'Andhra Pradesh. Ce qui est énorme. Cela prend la forme d'un « corridor rouge » qui va de la frontière népalaise aux côtes du Sud-ouest. Les Naxalites revendiquent également une implantation dans les zones urbaines.

La politique des Naxalites est différente selon les États. Dans tous les cas, les cibles des attaques sont les forces de sécurité. En Orissa, ce sont des écoles ou des bâtiments publics pour éviter leurs utilisations par les militaires. Au Bengale Occidental, ce sont les membres du gouvernement ou du Parti Communiste Indien (Marxiste). Le PCI(M)<sup>5</sup> y est au pouvoir depuis 30 ans et a appliqué une politique néolibérale. Dans certaines zones contrôlées par les Naxalites, il arrive que des personnes étiquetées "opposants de classe" soient amputées d'un membre ou sommairement exécutées ou que des engins incendiaires placés sur les routes touchent non pas des militaires, mais la population.

Ce sont les Adivasis et les Dalits<sup>6</sup> qui alimentent les rangs du mouvement. C'est-à-dire les populations les plus pauvres de l'Inde, victimes de l'extrême brutalité des rapports sociaux. Ce sont les plus touchées par la violence rurale, l'injustice, la discrimination des castes. En allant vers les tribus, les Naxalites ont comblé un vide politique.

## L'éviction de populations rurales de leurs terres

Ces cinq dernières années, les gouvernements de divers États ont signé des centaines d'accords avec des sociétés pour plusieurs milliards de dollars, tous secrets, pour la construction de barrages, l'exploitation de mines, la construction d'aciéries, d'usines de production d'électricité, de raffineries d'aluminium. Il s'agit de spolier les paysans et les populations tribales de leurs terres pour y développer des projets industriels : le sous-sol regorge de richesses minérales (bauxite, diamants, charbon, fer, manganèse, étain, uranium...).

Ce sont les États qui créent des zones économiques spéciales (ZES) et aident aujourd'hui les multinationales à s'emparer des terres des populations tribales. Le climat de violence contre les populations surexploitées est entretenu par les États.

Pour exemple, dans l'État du Chhattisgarh, 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En 2005, dans cet État, une milice paramilitaire a été constituée, la Salwa Judum. Présentée comme une réaction « spontanée » de villageois, censée « libérer la population » du joug naxalite, elle a le soutien de deux partis localement : le BJP, parti nationaliste hindou<sup>7</sup>, au pouvoir dans cet État et le Parti du Congrès, dans l'opposition. Elle a permis le déplacement forcé de 60 000 personnes dans 22 camps de regroupement. Nombreux sont les victimes de ses intimidations violentes.

De multiples mobilisations se sont développées contre l'éviction des populations rurales de leurs terres. En Orissa, des Adivasis se sont organisés contre le groupe capitaliste indien Tata, Dans le Jharkhand, contre Mittal. Dans le Bengale Occidental, à Nandigram, la répression des forces de l'ordre contre les paysans opposés à la création d'une ZES a fait plusieurs dizaines de morts.

Le but réel de l'opération militaire en cours est d'extirper toute possibilité de résistance populaire dans les zones concernées.

## Les réactions dans la gauche indienne

Dès le début, des voix se sont élevées au niveau national pour dénoncer cette opération : militants d'extrême gauche, intellectuels progressistes, journalistes préoccupés d'une solution politique, humanitaires ou travailleurs sociaux.

La gauche radicale indienne dénonce les objectifs du gouvernement d'écraser toute forme de lutte et de mouvement révolutionnaire : l'offensive contre la population de ces régions, la violence des forces de répression qui violent, tuent des villageois. Même des militants gandhiens prônant l'éducation, le

dialogue, une autre voie politique se sont trouvés être des obstacles à l'intervention de l'armée. L'État ne voulait pas de témoignages et ceux qui militaient sur place ou qui se rendaient dans les forêts étaient battus, arrêtés, accusés d'être des Naxalites.



La gauche radicale dénonce en particulier les arrestations, tortures, meurtres de militants que ce soit au sein du mouvement naxalite, dans la gauche radicale ou le mouvement des droits de l'homme. Début mai, la dernière atteinte aux droits démocratiques et d'expression vise à réduire au silence les groupes ou individus qui s'expriment en faveur des guérilleros maoïstes. Cela signifie que tous ceux qui dénoncent l'opération militaire du gouvernement peuvent être traduits en justice et passible de dix ans de prison en vertu d'une loi de « prévention contre les activités illégales ». Cela vise notamment l'essayiste Arhundati Roy, qui a utilisé sa réputation mondiale et a publié « Ma marche avec les camarades », un reportage, teinté de romantisme révolutionnaire, prenant fait et cause pour les Naxalites<sup>8</sup>.

Une partie de la gauche radicale indienne<sup>9</sup> dénonce l'opération massive du gouvernement indien tout en exprimant son désaccord avec la stratégie suivie par les maoïstes. Un certain nombre de problèmes sont discutés.

Pour certains, les tribus sont des villageois pris en tenaille par les forces armées de l'État, les milices et les Naxalites. Si les villageois subissent la violence des uns, c'est pour les intimider, pour les empêcher de rejoindre les troupes des Naxalites. S'ils subissent la violence des deuxièmes, c'est parce que ce sont

des terroristes. Et donc de nier toute raison objective à la révolte des tribus.

Pourtant, les populations ont besoin de se défendre contre les exactions des milices, la répression de la police, contre les tentatives d'expulsions de leurs terres, contre la vente de leurs ressources à des groupes capitalistes privés. Il est normal que les populations cherchent à se défendre par elles-mêmes.

Pour d'autres, seule l'auto-défense serait légitime, même si elle est illégale, tandis que la lutte armée en réponse à la violence de l'État serait problématique. En particulier, certains critiquent le manque de liens avec les militants des autres organisations qui luttent et contestent le capitalisme. D'autres, le manque d'une politique vers les ouvriers urbains du secteur de l'économie informelle ou des grandes concentrations industrielles, avec comme seule stratégie de changement social la lutte armée et l'organisation militaire.

Les résistances sont nombreuses. Il nous est difficile de loin de juger de l'investissement des Naxalites dans l'auto-organisation des villageois. Mais il nous semble important de souligner qu'une organisation qui lutte pour l'émancipation doit permettre la démocratie et l'auto-organisation de cette même population. Les Naxalites développent l'action militaire au détriment de l'action de masse. On l'a vu dans le passé : des groupes armés qui défendent le peuple peuvent se transformer en tyrans pour le peuple, une fois au pouvoir, ou dans les zones qu'ils contrôlent.

Mais face à l'armée indienne et face à la répression, nous sommes évidemment solidaires de la population qui se défend.

Paru dans TEAN mensuel n° 11.

#### Notes

<sup>1</sup> *Commandos spéciaux de police anti-insurrectionnelle (CRPF-Central Reserve Police Force), Police frontalière indo-tibétaine (ITBF-Indo-Tibetan Border Force), Police de sécurité aux frontières (BSF-Border Security Force).*

<sup>2</sup> *Outlook du 8/4/2010, grand magazine indien de langue anglaise.*

<sup>3</sup> Adivasi : Membres des tribus (*scheduled tribes*) et habitants traditionnels des forêts, ce sont les habitants les plus anciens, les plus méprisés, les plus démunis. 70 millions d'adivasis forment une population d'autochtones vivant dans la forêt.

<sup>4</sup> *Frontline*, [www.flonnet.com](http://www.flonnet.com), magazine national de langue anglaise, 24 avril 2010, intitulé « dans la zone de guerre », *In the war zone*.

<sup>5</sup> PCI (M) ou Parti Communiste Indien (Marxiste).

<sup>6</sup> Dalits ou hors castes ou intouchables.

<sup>7</sup> BJP, *Bharatiya Janata Party*, au pouvoir fédéral de 1998 à 2004. Au pouvoir dans l'Etat du Gujarat

depuis 2001, dont le premier ministre Narendra Modi, est accusé d'avoir laissé faire les émeutes et massacres des musulmans en 2002.

<sup>8</sup> *Walking with the comrades*, Arhundati Roy. Paru le 29/3/2010 . Ses articles et essais sont publiés régulièrement en anglais sur le site du magazine Outlook , [www.outlookindia.com](http://www.outlookindia.com). Il est possible de trouver des traductions en français sur Internet.

<sup>9</sup> *Forum against the war*, Forum contre la guerre du 24 avril 2010.

## DERNIERES NOUVELLES SUR L'OPERATION GREEN HUNT

Depuis cet article écrit le 19 mai 2010, des éléments nouveaux sont intervenus dans la lutte de la guérilla naxalite contre l'État Indien. Deux attentats très médiatisés ont faits des morts dans la population. Si le premier attentat a été revendiqué par les Naxalites, il reste un doute sur le deuxième : initiative des Naxalites, de certains d'entre eux ou d'un groupe lié aux partisans de la guérilla Naxalite, le Comité du peuple contre les atrocités de la police (PCAPA)<sup>1</sup>.

Le 17 mai, dans le district de Dantewada de l'État du Chhattisgarh, un attentat à l'engin explosif contre un bus privé a fait 35 morts. Il transportait des membres de la milice Salwa Judum, mais également de simples habitants. Salwa Judum signifie « marche pacifique » en dialecte gondhi. Si cette milice a été créée officiellement pour protéger les habitants des Naxalites, ses miliciens mènent des exactions contre la population. L'attentat a fait des morts non seulement parmi ces forces spéciales, mais 24 civils sont morts dans l'explosion.

Le 28 mai au matin, au Bengale Occidental, un train express a déraillé et s'est retrouvé proje-

té contre un train de marchandises qui arrivait en sens opposé. Selon les sources, la catastrophe aurait fait plus de 148 morts et environ 200 blessés. L'attentat a immédiatement été attribué aux Naxalites par la Ministre des Chemins de Fer, Mamata Banerjee.

Suite à l'embuscade tendue par les maoïstes, le 6 avril, qui a fait 76 morts parmi les forces spéciales du gouvernement central, il était envisagé une intensification de la force armée, malgré le soi-disant « coup au moral » des forces armées. Il était envisagé l'utilisation de la force armée aérienne avec le lancement de bombes dans des zones « limitées ». Il ne s'agit pas de frappes « chirurgicales », car l'armée manque de renseignements sur l'implantation des camps Naxalites et la forêt est dense. Ce qui veut dire qu'elles ne manqueraient pas de faire des victimes parmi les populations qui vivent dans la forêt.

Suite à ces deux nouveaux événements, le gouvernement revient sur ce débat d'utiliser des avions dans son opération militaire contre les Naxalites. Il a besoin de tenir compte de l'opinion publique et de son électorat et de faire croire à la justification de la guerre contre les terroristes, tout en sachant qu'il fait la guerre également contre sa propre population.

Note

1 People's Committee against Police Atrocities (PCAPA)

## LA RESISTANCE AUX IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES CONTINUE

CHRISTINE SCHNEIDER

Le quatrième trust mondial sidérurgique sud-coréen Posco (Pohang Iron and Steel Company) a des projets d'implantation en Inde. En 2005, il a signé un contrat avec le gouvernement de l'Etat d'Orissa pour un projet de construction d'un immense complexe sidérurgique. La moitié du terrain inclut de la forêt. Depuis trois ans, des villageois dans l'Etat de l'Orissa retardent l'acquisition de ces terrains. Ils s'opposent à ce projet, qui pourrait les déloger de 1 600 hectares. Le gouvernement et le trust sidérurgique assurent que la construction de l'aciérie apporterait des emplois et la prospérité à cette région pauvre. Depuis plusieurs mois, les paysans bloquent l'accès au site d'implantation. Le 15 mai, la police y est intervenue violemment. Elle a forcé les barrages, tiré des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes, brûlé des maisons et des échoppes et blessé plus d'une centaine de manifestants. Tandis qu'une quinzaine d'entre eux étaient arrêtés.

Un grand nombre de partis politiques et d'organisations de masse ont tenu une réunion pour s'opposer aux projets du gouvernement d'Orissa. Ils ont dénoncé les brutalités commises par la police contre les villageois s'opposant au projet de Posco à Jagatsinghpur le 15 mai et également contre la population des tribus opposée au projet d'aciérie du trust indien Tata dans le district de Kalinganagar, toujours en Orissa, voilà trois semaines.

Suite à ces protestations le gouvernement local a demandé à Posco de renoncer à une partie du terrain d'un village où la résistance est forte. Néanmoins, le recensement des populations expropriées va commencer avec la fixation d'un taux de compensation pour les terrains, les plants de

betel, les fermes piscicoles et les plantations de pistaches.

En Inde, de grandes sociétés capitalistes veulent avoir un accès libre aux zones de forêts riches en minéraux afin d'en exploiter les ressources : mines, aciéries, usines, raffineries d'aluminium. Des centaines d'accords ont été signés entre les gouvernements locaux pour plusieurs milliards de dollars. Les États locaux ont créé des Zones Économiques Spéciales afin de favoriser l'implantation des entreprises, par des rachats de terres à bas prix, non pas pour des projets publics, mais pour des projets privés. Ces terres sont nécessaires à la survie de la population locale qui y puise ses moyens de subsistance. Les États favorisent les expulsions.



Une des tribus de l'Orissa, la Dongria Kondh en bagarre contre le projet d'une raffinerie d'aluminium du trust Vedanta, s'est fait connaître du monde entier en contactant les producteurs du film Avatar. En Orissa et au Jharkhand, Arcelor-Mittal a un projet depuis plusieurs années d'implanter des aciéries, compromis par les refus des paysans de vendre leur terre.

Ces projets concernent de nombreux états du Centre de l'Inde, mais également au Bengale Occidental au Nord Est. Le gouvernement de cet État est gouverné par le Parti Communiste Indien (Marxiste) depuis plus de 30 ans. Il développe cette même politique d'ouverture vers les capitalistes. En 2006, à Singhur, de violentes manifestations ont contraint Tata Motors à transférer la construction de son usine d'assemblage de la voiture Nano au Gujarat. En janvier et mars 2007, à Nandigram, c'est une répression sévère, accompagnée d'atrocités menées par des membres mêmes du PCI(M).

Aujourd'hui, dans ces états du centre, une opération militaire d'envergure est en cours afin

d'éliminer la présence des Naxalites maoïstes partisans de la guérilla.

Mais il est clair que l'objectif du gouvernement central est d'extirper toute possibilité de résistance populaire dans les zones concernées afin de favoriser les installations industrielles.

## ÉLECTIONS EN INDE : UN ECHEC PROBABLEMENT HISTORIQUE DES PC « TRADITIONNELS »

PIERRE ROUSSET – LE 28 MAI 2009

Les deux partis communistes « traditionnels » – le PCI et le PCI-M – ont subi un très sérieux revers aux élections législatives indiennes qui se sont conclues le 13 mai 2009 et qui ont été emportées par le Congrès. Vu la place qui est aujourd'hui celle du PCI-M parmi les partis issus des courants prosoviétiques ou dits « eurocommunistes », cette question a une portée internationale.

En Inde, au fil du conflit sino-soviétique, le Parti communiste des origines a principalement donné naissance à trois composantes : Le Parti communiste indien « maintenu » (PCI) qui reste pro-Moscou. Le PC « marxiste » (PCI-M) qui adopte un profil international « ni-Moscou, ni-Pékin ». Les PCI « marxiste-léniniste » (PCI-ML), pro-chinois, qui finiront par se fragmenter en un éventail d'organisations concurrentes. Si les maoïstes représentent la référence dominante dans l'extrême gauche militante (aujourd'hui encore pour une part armée), le PCI et le PCI-M (surtout) ont gardé une importante représentation parlementaire.

L'Inde est une fédération où aucun parti n'a une implantation homogène à l'échelle du pays-continent. Les PC peuvent être au pouvoir dans certains États alors qu'ils sont quasi inexistant dans d'autres (comme au Gujarat dans l'Ouest). Lors de précédentes échéances électorales, le PCI-

Note :

1 dont le Parti Communiste Indien (ML), the Parti Communiste Indien (M-L) Nouvelle Démocratie et l'association locale anti-Posco (Posco Pratirodh Sangram Samiti)

M avait connu un succès qui lui avait permis – chose rare – de gouverner simultanément les trois États où il est le mieux implanté : le Bengale occidental et Tripura au Nord-est, le Kerala au Sud-ouest.

Démographiquement (plus de 80 millions d'habitants), politiquement et économiquement, le Bengale occidental (capitale Calcutta) est de loin le plus important. Après une première victoire en 1967, le PCI-M a dirigé cet État en permanence depuis 1977 via, dernièrement, un « Front de gauche ». Le PCI-M a aussi dirigé, mais de façon discontinue (à savoir une législature sur deux), le Kerala et ses quelque 35 millions d'habitants.

Au niveau fédéral, après les précédentes élections législatives de 2004, le PCI-M a constitué un bloc de gauche fort de 62 députés – soit le troisième groupe parlementaire. Le Parti du Congrès ayant besoin de leur soutien pour pouvoir gouverner, cette coalition autour du PCI-M avait une influence réelle : elle a notamment pu imposer le « gel » du rapprochement sur les questions nucléaires entre New Delhi et Washington et freiner certaines mesures de libéralisation économique.

Les PCI et PCI-M dirigent les principaux syndicats de gauche (Aituc et Citu) <sup>[1]</sup> ; les plus grandes confédérations étant liées aux partis bourgeois gouvernementaux (Congrès et BJP – la droite extrême, hindouiste). Via leurs organisations de masse, ils se sont aussi engagés à fond dans le processus des forums sociaux mondiaux, jouant un rôle important (de concert avec d'autres composantes) dans l'organisation du forum de Bombay (Mumbai) en 2004. Le PCI-M annonce près d'un million de membres.

Sur le plan international, le PCI-M (c'est moins vrai pour le PCI) occupe une place particulière : il est l'un des seuls à garder une réelle capacité d'initiative politique parmi les « grands » partis issus du mouvement communiste prosoviétique et stalinien. Il n'en vient pas moins de subir un très sévère revers électoral lors des élections législatives (elles ont duré un mois, commençant le 16 avril et s'achevant le 13 mai 2009).

Le nombre de députés fédéraux du PCI-M est tombé de 43 à 16 et celui du PCI de 10 à 4. Ils ont constitué un groupe parlementaire avec, notamment,

des partis régionaux, comprenant initialement 67 députés, mais c'est un bloc politiquement très fragile, hétéroclite. L'alliance dirigée par le Parti du Congrès a la majorité et s'est libérée de sa dépendance à l'égard des PC. Dans le Tripura, le PCI-M préserve certes sa base électorale, mais ce petit État (plus de 3 millions d'habitants) ne représente qu'un enjeu politique marginal. En revanche, il recule brutalement dans ses bastions du Bengale occidental, où la gauche ne gagne que 15 sièges (dont 9 au PCI-M) au lieu de 35 en 2004, et du Kerala (4 sièges au PCI-M contre 19 à la coalition de gauche en 2004).

Le jeu politique en Inde varie considérablement suivant les États et les raisons de ces échecs ne sont pas partout les mêmes – au Kerala, par exemple, le PCI-M a été ouvertement divisé par une intense lutte de fraction. Le PCI-M avait par ailleurs eu l'intelligence de ne pas entrer dans le gouvernement fédéral durant la précédente législature, soutenant le Congrès de l'extérieur et gardant ainsi une certaine liberté politique. Mais la crise a éclaté dans sa place forte du Bengale occidental, après des décennies de pouvoir continu et la corruption qui l'accompagne. Le gouvernement du Front de gauche a voulu s'ouvrir à la mondialisation capitaliste et créer des zones industrielles franches, en chassant, pour ce faire, de leurs terres les paysans. Grâce à la mise en œuvre d'une réforme agraire, le PCI-M bénéficiait d'un important appui populaire dans les campagnes. Mais cette fois, à Singur et Nandigram, il s'est heurté en 2007 à de violentes résistances rurales. Il y a répondu par une répression très brutale, parfois sauvage, la police se comportant comme dans les autres États dirigés par le centre ou la droite – il y a eu de nombreux morts, viols, etc.

L'impact de ces événements a été considérable. Après des convergences unitaires exceptionnelles, à l'occasion notamment du Forum social [2], ils ont créé un véritable fossé de sang entre le PCI-M et d'autres composantes progressistes indiennes qui se sont rangées aux côtés des villageois de Singur et Nandigram. Cet impact d'autant plus grand que les conflits entre paysans et groupes industriels (automobiles Tata...) se multiplient en diverses régions du pays et que les villageois reçoivent généralement le soutien actif de la gauche.

Il n'y a pas vraiment eu, lors des dernières élections, une « vague » en faveur du Parti du Congrès

dont les PC auraient pâti malgré eux. Le Congrès a surtout bénéficié du déclin des autres forces fédérales comme le BJP (extrême droite hindouiste) et les gauches ; ainsi que de la montée des partis régionaux qu'il peut se rallier. La défaite n'est pas venue essentiellement de circonstances « extérieures », mais bien, semble-t-il, d'une rupture des liens entretenus avec leur base sociale, au moins dans les États où ils ont été au pouvoir – singulièrement au Bengale occidental.

La défaite des PCI/PCI-M n'est donc probablement pas seulement conjoncturelle. Elle reflète des évolutions profondes. Dans un pays-continent comme l'Inde, il faut se garder de généralisations hâtives. Mais le PCI-M est touché en son cœur – le Bengale occidental – et son orientation d'ensemble est en cause.

Les élections d'avril-mai 2009 concernaient l'Assemblée nationale (Lok Sabha). Sauf exception, il ne s'agissait pas d'élire les assemblées d'État – on verra quand elles se produiront si elles confirment les évolutions en cours. Mais on assiste probablement à un tournant historique pour la gauche indienne ; un tournant à la portée internationale. Après l'affaissement de Refondation en Italie et les compromissions du PC en Afrique du Sud, la crise du PCI-M amorcerait en effet le déclin et la perte d'identité de l'un des derniers (du dernier ?) des grands partis communistes « traditionnels ». [3]

Notes :

[1] Aituc : All India Trade Union Congress. Citu : Center for Indian Trade Unions.

[2] Voir Pierre Rousset, [Mumbai : Rien n'était joué d'avance !](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spi...>

[3] J'utilise ici, faute de mieux, le terme de « traditionnel » pour inclure à la fois le PCI et le PCI-M dans le cas indien et, sur le plan international, tous les partis issus pour l'essentiel du mouvement communiste pro-Moscou et stalinien, y compris des organisations qui se sont « renouvelées » et qui ont connu une évolution notable, comme Refondation en Italie.

Je laisse ici de côté l'évolution possible des partis est-européens et ne traite pas de ce que deviennent les partis-États du Vietnam à Cuba.

## NOS ARTICLES SUR L'ASIE - FEVRIER - JUIN

### BIRMANIE

#### ***Alcatel complice !***

Danielle Sabai

Paru dans TEAN. A lire sur Extrême Asie :

<http://daniellesabai.wordpress.com/2010/04/01/birmanie-alcatel-complice/>

### CHINE

#### ***What is China's interest in Latin America***

Virginia de la Siega

Paru dans International View Point :

<http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article1883>

#### ***Honda Foshan : une grève qui fera date***

Danielle Sabai et Jean Sanuk

Version courte parue dans TEAN. A lire sur Extrême Asie :

<http://daniellesabai.wordpress.com/2010/06/14/honda-foshan-%E2%80%93-une-greve-qui-fera-date/>

### COREE

#### ***Les méthodes de bandit d'une multinationale française***

Jacques Radcliff - Paru dans Inprecor :

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=939>

### INDE

#### ***Centre-est de l'Inde : guerre contre la population***

Christine Schneider - Paru dans TEAN mensuel n° 5. A lire sur Extrême

Asie <http://daniellesabai.wordpress.com/2010/05/19/centre-est-de-l%E2%80%99inde-guerre-contre-la-population/>

### PAKISTAN

#### ***Un regard porté sur l'expérience du LPP et de la gauche pakistanaise***

Pierre Rousset - Version courte dans TEAN. A lire sur ESSF

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16762>

#### ***La faillite historique de l'État pakistanais***

Pierre Rousset - Version courte dans TEAN. A lire sur ESSF

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16547>

### THAÏLANDE

#### ***Nouvelle étape dans la guerre de classe***

Danielle Sabai

Version courte parue dans TEAN. A lire sur Extrême Asie

<http://daniellesabai.wordpress.com/2010/03/21/thaïlande-nouvelle-etape-dans-la-%C2%AB-guerre-de-classe-%C2%BB/>

#### ***Violente répression des Chemises rouges à Bangkok***

Danielle Sabai et Jean Sanuk

Version courte parue dans TEAN. A lire sur Extrême Asie

<http://daniellesabai.wordpress.com/2010/04/11/hello-world/>

#### ***Crise thaïlandaise : l'impasse***

Danielle Sabai

Paru dans TEAN. A lire sur Extrême Asie

<http://daniellesabai.wordpress.com/2010/04/27/crise-thaïlandaise-limpasse/>

#### ***Un point de non retour***

Danielle Sabai - Paru dans Inprecor

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=908>

#### ***Un bain de sang mais pas de solution politique***

Danielle Sabai et Olivier Evrard - Paru dans Médiapart.

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/310510/thaïlande-un-bain-de-sang-mais-pas-de-solution->

#### ***Lancement d'un appel contre la répression en Thaïlande***

Danielle Sabai et Pierre Rousset - A lire sur ESSF :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17804>

#### ***La crise thaïlandaise : une mise en perspective***

Pierre Rousset - A lire sur ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17918>

### VIÊT NAM

#### ***L'histoire du groupe Trotskyiste vietnamien en France (partie 5)***

Dominique Foulon -

A paraître dans les Carnets du Viêt Nam n°26 :

<http://www.carnetsduvietnam.com/web/premiere.htm>

# SOLIDARITE - CAMPAGNES

## APPEL CONTRE LA REPRESSION EN THAÏLANDE

Avec constance et détermination, les Chemises rouges se sont mobilisées pendant plus de deux mois dans les rues de Bangkok pour affirmer leur aspiration à la démocratie et à la justice sociale.

Le gouvernement conduit par Abhisit Vejjajiva a choisi de répondre à ces aspirations par la violence et la répression. En autorisant l'usage d'armes de guerre pour disperser les rassemblements, il a commis de très graves violations des droits humains. Le bilan est lourd : au moins 89 morts et près de 2000 blessés.

Aujourd'hui, les libertés démocratiques ne sont plus garanties : des mandats d'arrêts ont été issus contre 99 personnes. Les lieux de détentions de la plupart des personnes emprisonnées sont gardés secrets. Le gouvernement censure les médias alternatifs. Les chefs d'accusation sont particulièrement graves : de 3 à 15 ans de prisons pour « lèse majesté » et jusqu'à la peine de mort pour « terrorisme ».

Les Chemises rouges sont traitées par le gouvernement comme des « terroristes ».

C'est un mouvement composite, mais aujourd'hui porté pour l'essentiel par des gens ordinaires, laissés pour compte, dont

les droits politiques élémentaires comme le respect de leur vote sont bafoués.

Le gouvernement thaïlandais peut poursuivre sa politique de répression d'autant plus librement que ses constantes violations des droits humains n'ont pas suscité les réactions de solidarité et les condamnations internationales à la mesure des événements. Nous appelons les organisations progressistes et démocratiques à exiger dans le plus grand nombre de pays possible la fin de la répression et le respect des libertés fondamentales en Thaïlande ; à engager une campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques, pour l'arrêt des intimidations et des inculpations de Chemises rouges.

Nous demandons au gouvernement thaïlandais qu'il lève l'État d'urgence et rétablisse immédiatement les libertés démocratiques dans le pays ; qu'il mette fin à la répression contre les Chemises rouges et que tous les détenus soient relâchés sans délais.

Pour signer l'appel et voir la liste des signataires : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17832>

**Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : [anim-asie@npa2009.org](mailto:anim-asie@npa2009.org)**

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>